Canada : Les ruptures d'approvisionnement aggravées par les importations américaines

Compte Test - 2024-01-14 17:59:54 - Vu sur pharmacie.ma

Le Canada fait face à d'inquiétantes perturbations d'approvisionnement en médicaments, avec un taux alarmant de 20% des médicaments en rupture de stock chaque année. Cette problématique s'est intensifiée au fil du temps, passant d'occasionnelle à quotidienne pour les pharmaciens. Ces pénuries s'expliquent en partie par une politique en Floride, soutenue par le Président Joe Biden. Désormais, cet État est autorisé à importer des médicaments du marché canadien pour bénéficier de prix plus avantageux. D'autres États américains, tels que le Colorado, le Maine, le Nouveau-Mexique et le Texas, pourraient suivre cet exemple.

Les autorités canadiennes et l'Association des pharmaciens du Canada craignent que cette ouverture aux importations américaines ne compromette les approvisionnements essentiels du pays.

Quant au président par intérim de Médicaments novateurs Canada, il souligne que cela pourrait nuire aux patients et perturber le système de santé canadien. En 2023, quelque 2.975 pénuries de médicaments ont été signalées au Canada. Ces pénuries touchent toutes sortes de médicaments, dont plusieurs de niveau 3 (le plus crucial), et ce pour une durée moyenne de 98 jours de rupture.

La délocalisation de la production de médicaments et la dépendance de la production locale des matières premières provenant majoritairement de la Chine et d'Inde, exacerbe cette crise.

Bien que des mesures existent pour gérer les pénuries, le système actuel est complexe et lourd. Les conséquences incluent des substitutions délicates pouvant entraîner des problèmes de santé, des coûts supplémentaires pour les patients et des défis insurmontables pour les pharmaciens.

Des voix se lèvent pour que le Canada revoie ses mécanismes de régulation, notamment en mettant en place des garde-fous pour protéger les approvisionnements essentiels. Une approche globale, similaire à celle de la France, pourrait permettre au Canada de mieux cerner le marché des médicaments et de garantir une indépendance sanitaire.